
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 20 DÉCEMBRE 1911.

Projet de loi sur le secret des actes signifiés par huissier.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. Jos. HOÏOIS.

MESSIEURS,

La remise à découvert des exploits, faite à des personnes autres que le cité lui-même, peut présenter de graves inconvénients. Le crédit des commerçants, l'honneur des familles peuvent avoir à souffrir de la divulgation de faits relatés dans les actes d'huissier. Il suffit de citer les ajournements donnés en police correctionnelle et les citations à témoins dans les enquêtes en divorce pour montrer le grave préjudice que peut causer aux parties en cause, et quelquefois même à des tiers, la publication donnée à des accusations plus ou moins malfondées ou à des allégations injurieuses, voire calomnieuses.

Le projet de loi remédie heureusement à ces inconvénients : il impose aux huissiers l'obligation de délivrer la copie de l'exploit sous enveloppe fermée, chaque fois que cette copie sera remise à toute autre personne que la partie elle-même.

En même temps qu'il impose aux huissiers cette obligation, il les affranchit de celle que l'article 68 C. pr. c. leur imposait de se rendre chez le voisin pour lui faire signer l'original, dans le cas où il ne trouve au domicile ni la partie, ni aucun de ses parents ou serviteurs.

On ne peut également qu'approuver la suppression de cette dernière formalité, dont le maintien serait d'ailleurs en contradiction avec le but même du projet. Le voisin ne signera pas l'original, s'il ne peut en prendre connaissance : or, le projet est destiné à éviter les indiscretions des tiers.

Il résulte d'ailleurs des renseignements donnés par les Chambres de disci-

(1) Projet de loi, n° 14.

(2) La Commission, présidée par M. De Sadeleer, était composée de MM. Borboux, Bruyninx, Cocq, Janson, Hoïois, Meysmans.

plaine des huissiers que *presque toujours* le voisin refuse de signer l'original (neuf fois sur dix, a dit certaine Chambre).

La conséquence, c'est une perte de temps pour l'huissier — qui s'expose d'ailleurs à une nullité s'il se dispense de cette formalité.

En cas de refus de signer, il est d'autant plus difficile pour l'huissier d'arriver au cabinet du bourgmestre en temps utile — surtout à la campagne, où la visite de l'huissier au voisin peut le détourner de son chemin.

Mais, le projet maintient la remise de la copie de l'exploit au bourgmestre ou à un échevin de la commune. N'y a-t-il pas lieu de profiter de l'occasion pour obliger ceux-ci à aviser la partie?

Certaines administrations communales, et certains huissiers, avisent actuellement la partie de cette remise de copie; mais, rien ne les y oblige. D'autres s'en dispensent, craignant d'engager leur responsabilité par le fait d'un oubli, si elles instaurent cette pratique.

Aussi, souvent l'exploit remis à l'hôtel de ville risque-t-il de rester inconnu de l'intéressé.

Ne conviendrait-il pas d'ajouter, à l'article 68 *in fine*, l'obligation pour l'huissier d'aviser immédiatement de ce dépôt la partie, par « une lettre » missive, sans qu'il doive être justifié de l'accomplissement de cette formalité ». C'est ce qu'a prévu l'article 60 de la loi sur les sociétés — pour les convocations aux assemblées générales, en instaurant une obligation qui n'est d'ailleurs pas sanctionnée par une nullité.

A notre avis, il s'agit ici plutôt d'une recommandation — dont la place n'est pas dans une loi.

D'autre part, cette recommandation devrait être imposée plutôt à l'administration communale qu'à l'huissier.

Certes, quand la copie est remise à un membre du collège échevinal, il peut y avoir lieu de craindre qu'elle ne parvienne pas en temps utile à l'intéressé.

Mais cet inconvénient sera évité, si des instructions sont données aux bourgmestres afin qu'ils préviennent sans retard les destinataires qu'un pli à l'adresse de ceux-ci se trouve déposé à la maison communale. Une mesure analogue a été prise en ce qui concerne les citations en matière répressive remises à toute personne autre que le cité. Dans ce cas, le parquet invite le bourgmestre à s'informer du point de savoir si l'inculpé a reçu la copie de l'exploit, et, dans la négative, pourquoi cette copie n'a pu lui être remise. Cette mesure, introduite il y a peu d'années, a produit d'excellents résultats.

Rien n'empêche, du reste, qu'une circulaire donne des instructions à la fois aux huissiers et aux administrations communales.

Le projet de révision du Code de procédure civile (L. I, titre I, chap. I, art. 12) renfermait, si nous ne nous trompons, la disposition suivante :

« La copie laissée au bourgmestre sera adressée par lui sans retard à » l'intéressé.

» Il sera tenu à la maison communale un registre sur papier libre, constatant la date de la réception et celle de l'envoi de la copie. Ce registre » sera, à toute réquisition, communiqué sans frais. »

Il est évident que des mesures de ce genre pourront être utilement prises par voie de circulaire après le vote de la loi.

Autre question. Ne conviendrait-il pas d'attirer l'attention des personnes à qui la copie de l'exploit sera remise, sur l'importance du pli qui leur aura été confié?

Le cachet de l'étude de l'huissier suffira-t-il à cet effet?

Si l'on jugeait utile d'ajouter sur l'enveloppe une inscription de nature à frapper l'esprit plus fortement qu'un simple cachet au verso, il y aurait lieu d'introduire, à l'article 2 du projet, un amendement ayant pour objet de faire apposer sur l'enveloppe, du côté où figureraient les noms et demeure de la partie, cette mention : « *Exploit d'huissier, à remettre d'urgence* » (1).

A quels exploits s'appliquera la loi nouvelle?

L'exposé des motifs le dit : « A tous les exploits signifiés par huissier en matière civile, commerciale ou répressive ».

Faut-il prévoir une exception à la règle nouvelle en cas d'offres réelles ou d'interpellation avec réponse, ou de procès-verbaux avec saisies? On n'en voit pas la raison, car, dans ces cas aussi, les formalités qui sont destinées à assurer le secret conservent leur importance à l'égard des tiers entre les mains desquels l'exploit pourrait passer avant d'arriver au signifié lui-même.

D'autre part, s'il s'agit d'exploit à afficher à la porte du tribunal, le projet ne trouve pas d'application. C'est le cas prévu par l'article 69, 8° du Code de procédure civile et qui vise le mode de signification à ceux qui n'ont aucun domicile connu dans le pays. La loi française du 15 février 1899 sur le secret des actes d'huissier n'y a rien changé.

Il est vrai qu'un projet présenté à la Chambre des Députés par M. Cruppi, ministre de la justice, à la séance du 7 novembre 1911, tend à modifier le paragraphe 8 de l'article 69 C. pr. c.

Mais, il résulte de l'exposé des motifs de ce récent projet français que le but poursuivi est d'ordre fiscal. Il s'agit d'éviter des formalités onéreuses. Nous ne pourrions d'ailleurs toucher à cette matière sans toucher aussi à l'arrêté du 1^{er} avril 1814 et à la loi du 28 juin 1889 qui ont modifié en Belgique l'article 69.

Le but éminemment louable poursuivi par le projet de loi sera suffisamment atteint par les dispositions qu'il consacre.

La Commission spéciale — sous réserve de ce qui précède — l'a adopté à l'unanimité de ses membres présents.

Le Rapporteur,
Jos. HOÏOIS.

Le Président,
L. DE SADELEER.

(1) Ces mots seraient à intercaler, dans le texte du projet, entre les mots : « de la partie » et les mots : « et de l'autre ».

(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 20 DECEMBER 1911.

Ontwerp van wet op het geheim der bij deurwaarder beteekende akten (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE UITGEBRACHT (2) DOOR DEN HEER Jos. HOÏOIS.

MIJNE HEEREN,

Het niet onder omslag afgeven van deurwaardersexploiten aan andere personen dan den gedaagde zelf kan aanleiding geven tot groote zwarigheden.

Het crediet der handelaars, de eer der familiën kunnen in gevaar worden gebracht door het openbaar maken van feiten, in de deurwaardersakten vermeld. 't Is voldoende te wijzen op de dagvaarding in boetstraffelijke zaken en op die beteekend aan getuigen in zake van echtscheiding om het zwaarwichtig nadeel te beschrijven, dat aan de betrokken partijen en soms aan derden kan worden berokkend door de openbaarmaking gegeven aan min of meer gegronde beschuldigingen of aan beleedigende, ja, lasterende beweringen.

Het wetsontwerp verhelpt deze bezwaren op gelukkige wijze : het verplicht de deurwaarders, het afschrift van het exploit af te geven, onder gesloten omslag, aan elk anderen persoon dan de partij zelf.

Ter zelfder tijd als het de deurwaarders daartoe verplicht, ontslaat het dezen van de verplichting geschreven in artikel 68 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, waarbij het hun werd opgelegd zich bij een geboor te begeven om hem het origineel te doen onderteekenen voor 't geval hij ter woonplaats noch de partij noch een zijner verwanten of dienstboden aantreft.

Het afschaffen van deze laatste formaliteit, waarvan het behoud, overigens, zou strijden met het doel zelf van het ontwerp, verdient insgelijks goedkeuring.

(1) Wetsontwerp, nr 14.

(2) De Commissie bestond uit de heeren De Sadeleer, voorzitter, Borboux, Bruyninx, Cocq, Janson, Hoÿois, Meysmans.

De buurman zal het origineel niet onderteekenen, indien hij daarvan geen kennis kan nemen. Welnu, het ontwerp heeft ten doel, de onbescheidenheid van derden te vermijden.

Het blijkt daarenboven uit de inlichtingen gegeven door de tuchtkamers der deurwaarders, dat *bijna altijd* de buurman weigert het origineel te onderteekenen. (Negen maal op tien, zegde ééne dezer Kamers.)

't Gevolg daarvan is tijdverlies voor den deurwaarder, die zich daarbij blootstelt aan nietigheid der akte, indien hij die formaliteit niet nakomt.

Weigert men te onderteekenen, dan is het voor den deurwaarder zooveel moeilijker om, ten behoorlijken tijde, het cabinet van den burgemeester te bereiken — vooral ten plattelande, waar het bezoek van den deurwaarder aan den geboorteden deurwaarder van zijn weg kan afbrengen.

Doch het ontwerp behoudt de afgifte van het afschrift van het exploit aan den burgemeester of aan den schepen der gemeente. Moet de gelegenheid niet worden waargenomen om dezen te verplichten de partij te waarschuwen?

Sommige gemeentebesturen en sommige deurwaarders doen thans aan de partij weten dat de afgifte van het afschrift plaats had; doch niets verplicht hen daartoe. Anderen onthouden zich daarvan, vreezende dat zij aansprakelijk zouden kunnen verklaard worden indien, werd die practijk ingevoerd, zij moesten vergeten zoo te handelen. Ook loopt het ten gemeentehuize afgegeven exploit dikwijls gevaar onbekend te blijven voor den belanghebbende.

Zou het niet passen, aan het slot van artikel 68 toe te voegen, dat de deurwaarder verplicht is, onmiddellijk van die neerlegging aan de partij kennis te geven bij « zendbrief, zonder dat het noodig zij het bewijs in te » brengen van het vervullen dier formaliteit? » Dat werd voorzien bij artikel 60 der wet op de vennootschappen van koophandel, voor de oproepingen tot de algemeene vergaderingen, aldus eene verplichting huldigende die, overigens, niet een geval van nietigheid uitmaakt.

Naar onze overtuiging, betreft het hier veeleer eene aanbeveling, welke niet behoort te worden opgenomen in eene wet.

Anderdeels, zou deze aanbeveling veeleer moeten worden opgelegd aan het gemeentebestuur dan aan den deurwaarder.

Ja, wanneer het afschrift wordt afgegeven aan een lid van het schepencollege, kan er gevaar bestaan dat het niet ten behoorlijken tijde toekomt aan den belanghebbende.

Doch dat bezwaar zal worden vermeden, indien onderrichtingen worden gegeven aan de burgemeesters, opdat dezen, zonder verwijl, de bestemmingen berichten dat een gesloten brief, op het adres van dezen, ten gemeentehuize berust. Een soortgelijke maatregel werd genomen wat betreft de dagvaarding, in strafzaken, afgegeven aan elk anderen persoon dan aan den gedaagde. In dit geval verzoekt het parket den burgemeester onderzoek te doen naar het punt te weten of de verdachte het afschrift van het exploit heeft ontvangen en, ontving hij het niet, waarom dit afschrift hem niet kon afgegeven worden. Deze maatregel, enkele jaren geleden ingevoerd, had voortreffelijke gevolgen.

Niets belet, overigens, dat bij omzendbrief onderrichtingen worden gegeven én aan de deurwaarders én aan de gemeentebesturen.

Het ontwerp tot herziening van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering (Boek I, Titel 1, Hoofdstuk 1, artikel 12) bevatte, indien wij ons niet vergissen, de volgende bepaling :

« Het aan den burgemeester gelaten afschrift wordt door dezen zonder » uitstel gezonden aan den belanghebbende.

» Ten gemeentehuize wordt een register gehouden, op ongezegeld papier, » vaststellende den datum waarop het afschrift werd ontvangen en dien » waarop het werd verzonden. Dit register wordt bij elke vordering mede- » gedeeld, zonder kosten. »

Het is klaar dat soortgelijke maatregelen nuttig kunnen worden bevolen bij omzendbrief, nadat de wet is aangenomen.

Andere vraag : Zou het niet passen, de aandacht van de personen, aan wie het afschrift van het exploit wordt afgegeven, te trekken op de belangrijkheid van den gesloten omslag die hun wordt toevertrouwd? Zal het zegel der deurwaarderstudie daartoe volstaan?

Werd het nuttig geacht op den omslag eene vermelding bij te voegen van aard om sterker de aandacht te trekken dan een eenvoudig zegel op de keerzijde van den omslag, dan zou het noodig zijn in artikel 2 van het ontwerp een amendement op te nemen, ten doel hebbende op den omslag, aan de zijde waarop voorkomen de namen en de woonplaats der partij, deze vermelding te doen plaatsen : « *deurwaardersexploit, spoedig te bestellen* » (1).

Op welke exploiten zal de nieuwe wet van toepassing zijn? De Memorie van Toelichting zegt het : « Op alle exploiten, bij deurwaarder beteekend in burgerlijke zaken, in zaken van koophandel of in strafzaken. »

Moet er eene uitzondering op den nieuwen regel worden voorzien in geval van aanbod met klinkende penningen of van vordering met antwoord of van processen-verbaal met beslaglegging? Men ziet niet in waarom, want ook in deze gevallen behouden de formaliteiten, bestemd om het geheim te verzekeren, hare belangrijkheid ten aanzien van de derden in wier handen het exploit zou kunnen overgaan vóórdat het den beteekende zelf bereikt.

Anderdeels, betreft het een exploit dat moet worden aangeplakt aan de deur der rechtbank. dan is het ontwerp niet van toepassing. Dat is het geval voorzien bij artikel 69, 8^o, van het Wetboek van Burgelijke Rechtsvordering en bedoelende de wijze van beteekening aan hen die geene bekende woonplaats in het land hebben. De Fransche wet van 15 Februari 1899 op het geheim der deurwaardersakten heeft daaraan geene verandering toegebracht.

Weliswaar strekt een ontwerp, bij de Kamer der Afgevaardigden ingediend door den heer Cruppi, Minister van Justitie, ter vergadering 7 Novem-

(1) Deze woorden zouden in den tekst van het wetsontwerp moeten worden opgenomen tusschen de woorden : « der partij » en de woorden : « en van den anderen ».

ber 1911, tot het wijzigen van § 8 van artikel 69 van het Wetboek van Burgelijke Rechtsvordering. Doch uit de Memorie van Toelichting van dat onlangs neergelegd Fransch wetsontwerp blijkt, dat het beoogde doel van louter fiskalen aard is. Men wil daardoor veelkostende formaliteiten vermijden. Dit punt zouden wij, overigens, niet kunnen oplossen, zonder tevens het besluit van 1 April 1814 en de wet van 28 Juni 1889, die in België artikel 69 hebben gewijzigd, ter sprake te brengen.

Het klaarblijkelijk lofbaar doel, door het wetsontwerp beoogd, zal voldoende worden bereikt door de bepalingen die het invoert.

De Bijzondere Commissie heeft het — onder voorbehoud van hetgeen hierboven is gezegd — aangenomen met eenparigheid van stemmen.

De Verslaggever,

Jos. HOÿOIS.

De Voorzitter,

L. DE SADELEER.

